

Sous la férule de super-puissances anciennes ou nouvelles l'Algérie sera-t-elle jamais un « pays émergent » ?

lundi 20 janvier 2014, par [DJERMOUNE Nadir](#) (Date de rédaction antérieure : 29 décembre 2013).

La voie vers une « émergence algérienne » n'est pas dans l'échange d'une dépendance contre une autre, estime l'auteur de cette contribution. Pour lui, se mettre sous la coupe économique de la Chine pour échapper à sa dépendance vis-à-vis de la France ne fera qu'éloigner l'horizon d'un développement économique au service de la majorité.

Sommaire

- [Echanger la domination français](#)
- [N'y-t-il pas un autre type \(...\)](#)

La « boutade » de François Hollande sur le retour « *sain et sauf* » en France de son ministre de l'Intérieur après sa visite en Algérie et la démonstration par la chaîne de télévision française Canal + du fait que les images diffusées par la Télévision algérienne montrant le président Bouteflika en discussion animée avec son invité Jean-Marc Ayrault étaient un pur montage : deux événements qui avaient de quoi arracher un rire jaune aux Algériens ! Au même moment, coïncidence de calendrier ou calcul sournois, les Chinois ont envoyé à Alger leur ministre des Affaires étrangères Wang Yi pour rappeler « *la vivacité de l'amitié algéro-chinoise 55 ans après l'établissement des relations diplomatiques* » entre les deux pays. Le ministre chinois a saisi l'occasion pour souligner l'importante progression des échanges commerciaux algéro-chinois qui ont atteint, en 2012, 8 milliards de dollars alors qu'ils n'étaient que de 200 millions de dollars il y a 30 ans ! Il a aussi noté l'existence d'un important potentiel « *à exploiter par les deux pays, notamment dans les secteurs du commerce et des investissements dans les travaux publics, un secteur qui a atteint 45 milliards de dollars* ».

Ces trois événements transforment ce qui s'apparentait à une « commedia dell'arte » en « tragédie grecque », côté français ! Ils dévoilent, côté algérien, les contradictions et la fragilité du système Bouteflika en fin de règne. Ils replacent, du coup, le débat sur les présidentielles de 2014, essentiellement centré sur l'opposition vs soutien au quatrième mandat du président malade, sur des questions plus stratégiques, notamment les questions économiques.

Nous connaissons la réaction officielle algérienne à la « boutade » de mauvais gout de François Hollande. Le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra a regretté la « *moins-value* » qu'elle représenterait dans les relations algéro-françaises. Sans plus ! Quant à l'« opinion savante », derrière les réactions de dignité et de fierté nationales aux blagues déplacées d'un « *ancien colonisateur* », des voix s'élèvent pour souligner « *l'émergence* » de l'économie chinoise, une des cinq économies « émergentes » désignées par le terme « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ces voix critiquent l'alignement du capitalisme version Bouteflika sur le capitalisme occidental et suggèrent un repositionnement sur ces pays « émergents », notamment la Chine ou encore la Russie de Poutine. L'Algérie a les moyens financiers d'atteindre le stade de pays émergent,

estime, entre autres, l'économiste Abdelhak Lamiri cité par l'agence de presse APS (20 décembre 2013).

Echanger la domination française contre la domination chinoise ?

D'autres analyses, dans le même ton, nous expliquent le caractère nationaliste, « progressiste », voire même anti-impérialiste des ces pays émergents. Elles nous rappellent, à juste titre, que les guerres menées par la France en Afrique centrale et, auparavant, au Mali sont l'expression d'une offensive du capitalisme occidental, sous hégémonie américaine, pour empêcher les économies dites « émergentes », notamment la Chine et la Russie, de se développer et de développer l'Afrique. Elles oublient, toutefois, de spécifier le caractère capitaliste de ces économies émergentes !

L'histoire nous enseigne qu'au 19^e siècle, les puissances capitalistes qui dominaient le monde étaient les deux empires coloniaux britannique et français. Au début du 20^e siècle, il y a eu une autre économie émergente, l'Allemagne : elle sera à l'origine des deux guerres mondiales pour réorganiser le marché colonial qui lui échappait. Ce sont les USA qui domineront l'économie capitaliste mondiale au lendemain de la 2^e guerre. La Russie de Lénine et la Chine de Mao, encore sous-développées, ont tenté d'emprunter une autre voie d'émancipation, celles des « damnés de la terre ». Dans leur sillage ont émergé des combats des peuples colonisés pour leur indépendance et leur émancipation, ceux de Messali El Hadj, de Mohamed Boudiaf et d'Abane Ramdane, ceux de Fidel Castro ou encore de Nelson Mandela. La question se pose aujourd'hui de savoir si des pays émergents à l'instar de la Russie de Poutine ne sont pas sur la voie de cette Allemagne, c'est-à-dire celle de nouveaux impérialismes qui veulent se substituer aux anciens ! C'est cet enjeu qui se déroule devant nous en Syrie et nous explique ce que le terme « émergent » veut réellement dire !

La possibilité de l'« émergence » aujourd'hui d'une économie encore sous-développée et dépendante, dans le cadre du capitalisme, reste une hypothèse théorique discutable. Et quand bien la présence ou la combinaison de certaines conditions (par exemple les « plans Marshall » associés aux capitaux locaux qui ont permis l'« émergence » de l'économie sud-coréenne ou taïwanaise, ou encore la présence d'une source énergétique incontournable pour le développement technologique dans le sous sol d'un pays candidat à l'« émergence », comme l'Algérie ou l'Iran) pourraient donner à cette possibilité un caractère concret, le développement capitaliste reste porteur de germes de destruction massive de la culture humaine et l'environnement. Voilà pourquoi le rejet de cette voie est primordial.

N'y-t-il pas un autre type d'« émergence » possible ?

Cette manière de poser le problème replace la discussion stérile autour des luttes de sérail, la fin de Bouteflika et l'avenir de son frère sur un terrain plus stratégique. Ali Benflis, l'ancien Chef du gouvernement et adversaire de Bouteflika lors des élections présidentielles de 2004, Abdelmalek Sellal, l'actuel Premier ministre, et Ahmed Ouyahia, l'incontournable commis de l'Etat comme il aime se définir, restent des présidentiables potentiels. Mais pour l'instant, aucun d'eux n'est porteur d'un projet politique, social et économique qui susciterait un quelconque intérêt au débat. Ce qui laisse libre cours aux spéculations les plus fantaisistes. Leurs candidatures sont souvent vues sous l'angle d'intérêts de groupes restreints ou de règlements de compte personnels. Des motivations de cet ordre existent sûrement. Toutefois, les tendances lourdes combinant les intérêts locaux, régionaux et internationaux qui restent en sourdine vont vite prendre le dessus. L'Algérie d'aujourd'hui reste un enjeu régional pour un capitalisme en pleine déroute financière.

Devant un personnel politique versatile et un débat sur les présidentielles confiné dans des luttes de sérail, les perspectives d'« émergence » risquent de s'éloigner. Ni « *l'économie libérale à caractère social* », slogan de la campagne électorale de Benflis en 2004, ni « *le patriotisme économique* » d'Ahmed Ouyahia qui n'est qu'une variante du programme de Bouteflika, et encore moins « *le tout-privé* » d'Abdelmalek Sellal ne pourront engager l'Algérie dans une émergence démocratique et sociale au service de la majorité des Algériens. Seuls une mobilisation large et un débat transparent sur une rupture radicale avec le modèle en cours peuvent augurer des lendemains qui chantent.

Nadir Djermoune

P.-S.

* Maghreb émergent, dimanche 29 décembre 2013 05:21 :

http://www.maghrebemergent.info/contributions/opinions/item/33293-sous-la-ferule-de-super-puissances-anciennes-ou-nouvelles-l-algerie-sera-t-elle-jamais-un-pays-emergent.html?fb_action_ids=10201549372160420&fb_action_types=og.likes&fb_source=other_multiline&action_object_map=%7B%2210201549372160420%22%3A1384998751754786%7D&action_type_map=%7B%2210201549372160420%22%3A%22og.likes%22%7D&action_ref_map=%5B%5D

* Nadir Djermoune est architecte-urbaniste. Il enseigne à l'institut d'architecture de l'Université de Blida.